

## JOURNAL OFFICIEL

DES

## ETABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie

PARAISANT LE 15 ET LE DERNIER JOUR DE CHAQUE MOIS

MATAHITI 97  
N° 5.

TE VEA A TE HAU NO TE MAU HAAPAO RAA FARANI I OTEANIA

MAHANA 10  
NO MATI 1948.

## ABONNEMENTS

## ABONNEMENTS ET ANNONCES

## ANNONCES ET AVIS

|  | UN AN   | SIX MOIS | MOIS   |
|--|---------|----------|--------|
| Etablissements français de l'Océanie.  | 120 fr. | 65 fr.   | 40 fr. |
| France et territoires d'Outre-mer..... | 125 fr. | 70 fr.   | 40 fr. |
| Etranger.....                          | 175 fr. | 85 fr.   | 45 fr. |

Les demandes d'abonnement et d'annonces devront être adressées au Chef de l'Imprimerie à Papeete.

PRIX DU NUMÉRO : 5 francs.

Les abonnements et les annonces sont payables d'avance.

|   |        |
|---|--------|
| Annonces judiciaires : la ligne.....  | 8 fr.  |
| Les mêmes, renouvelées : la ligne....   | 4 fr.  |
| Annonces commerciales et avis divers.   | 10 fr. |
| Les mêmes renouvelées.....  | 5 fr.  |
| Publication de sociétés philanthropiques, artistiques, littéraires, scientifiques, sportives etc..... | 5 fr.  |

## SOMMAIRE

## PARTIE OFFICIELLE

## ACTES DU GOUVERNEMENT LOCAL

|  | Pages |
|--|-------|
| 1948 2 mars Décision n° 299 f.c., désignant deux membres à la Commission d'esthétique.....   | 85    |
| 5 mars Arrêté n° 322 a.e., portant réglementation de la vente du beurre.....   | 85    |
| 5 mars Arrêté n° 323 a.e., rapportant l'arrêté n° 165 a.e., du 3 février 1948 réglementant à titre strictement provisoire la consommation de la farine, du lait et du sucre.....           | 86    |
| 6 mars Arrêté n° 326 co., rendant exécutoires trois délibérations de l'Assemblée Représentative des Etablissements français de l'Océanie.....  | 86    |
| 1 <sup>o</sup> Délibération de l'Assemblée Représentative du 16 octobre 1947, fixant le régime des licences, de fabrication et de commerce des boissons alcooliques ou d'alimentation..... | 86    |
| 2 <sup>o</sup> Délibération de l'Assemblée Représentative du 7 octobre 1947, modifiant la majoration du taux de la taxe de séjour des étrangers.....                                       | 88    |
| 3 <sup>o</sup> Délibération de l'Assemblée Représentative du 17 octobre 1947 tendant à supprimer les taxes supplémentaires aux patentes asiatiques.....                                    | 88    |

## PARTIE OFFICIELLE

## ACTES DU GOUVERNEMENT LOCAL

DÉCISION n° 299 f.c., désignant deux membres à la Commission d'esthétique.

(Du 2 mars 1948).

## LE GOUVERNEUR DES ETABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu l'arrêté n° 214 s.g. du 9 mars 1944 prescrivant les constructions en matériaux durs dans la Commune de Papeete et créant une Commission d'esthétique,

## DÉCIDE:

Article 1<sup>er</sup>. — M. Marchesseau (Gaston), Administrateur de 2<sup>me</sup> classe, Inspecteur des Affaires Administratives, est délégué dans les fonctions de Président de la Commission d'esthétique.

M. Vincent (Edouard), s/chef de bureau d'Administration générale en service au Secrétariat Général, est désigné membre de cette commission.

Art. 2. — La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée.

Papeete, le 2 mars 1948.

P. MAESTRACCI.

## ARRÊTÉ n° 322 a.e. portant réglementation de la vente du beurre.

(Du 5 mars 1948.)

## LE GOUVERNEUR DES ETABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation de la Nation en temps de guerre et le décret du 2 mai 1939 pris pour son application aux colonies ;

Sur le rapport du Chef du Service des Affaires Economiques ;  
Le conseil privé entendu dans sa séance du 3 mars 1948 ;

## ARRÊTE :

Article 1<sup>er</sup>. — La vente du beurre est soumise au régime de la carte d'alimentation.

Les déclarations de stocks devront être déposées au Service des Affaires économiques les 1<sup>er</sup> et 16 de chaque mois.

Art. 2. — Les infractions aux dispositions de l'article 1<sup>er</sup> seront punies des peines prévues par la loi du 11 juillet 1938 et le décret du 2 mai 1939 susvisés.

Art. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 5 mars 1948.

P. MAESTRACCI.

ARRÊTÉ n° 323 a.e., rapportant l'arrêté n° 165 a.e. du 3 février 1948 réglementant à titre strictement provisoire la consommation de la farine, du lait et du sucre.

(Du 5 mars 1948).

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu l'arrêté n° 165 a.e. du 3 février 1948 réglementant à titre strictement provisoire la consommation de la farine, du lait et du sucre ;

Sur le rapport du Chef du Service des Affaires économiques,  
Le conseil privé entendu dans sa séance du 3 mars 1948,

## ARRÊTE :

Article 1<sup>er</sup>. — L'arrêté n° 165 a.e. du 3 février 1948 réglementant, à titre strictement provisoire, la consommation de la farine, du lait et du sucre est rapporté.

Art. 2. — Sont autorisées la fabrication et la vente des pâtisseries, de la crème glacée et de la limonade.

Le Service des Affaires économiques est habilité à fixer les contingents mensuels de farine et de sucre susceptibles d'être alloués aux pâtisseries, aux limonadiers et aux marchands de sorbets.

Art. 3. — Est autorisée la vente libre du sucre produit par la Société d'Atimaono ou importé de la Guadeloupe et du Territoire de Hawaïi, ainsi que celle du lait liquide.

Art. 4. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 5 mars 1948.

P. MAESTRACCI.

ARRÊTÉ n° 326 co., rendant exécutoires trois délibérations de l'Assemblée Représentative des Etablissements français de l'Océanie.

(Du 6 mars 1948).

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret du 31 août 1945 instituant une Assemblée Représentative dans les Etablissements français de l'Océanie ;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies ;

Vu les délibérations de l'Assemblée Représentative des 16 et 17 octobre 1947 ;

Vu les décrets d'approbations du 25 février 1948 ;

Vu le télégramme n° 50045 de la France d'Outre-mer en date du 2 mars 1948 ;

Sur le rapport du Chef du Service des Contributions,

## ARRÊTE :

Article 1<sup>er</sup>. — Sont rendues exécutoires à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1948 les délibérations de l'Assemblée Représentative des Etablissements français de l'Océanie en date des 16 et 17 octobre 1947 concernant :

1°) Le régime des licences de fabrication et de commerce des boissons alcooliques ou d'alimentation.

2°) La majoration du taux de la taxe de séjour des étrangers.

3°) La suppression des droits fixes et supplémentaires aux patentes des asiatiques et étrangers.

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 6 mars 1948.

P. MAESTRACCI.

DÉLIBÉRATION de l'Assemblée Représentative, fixant le régime des licences, de fabrication et de commerce des boissons alcooliques ou d'alimentation.

(Du 16 octobre 1947).

L'Assemblée Représentative des Etablissements français de l'Océanie, délibérant dans les conditions fixées par l'article 34, 25°, du décret n° 46-2379 du 25 octobre 1946,

a, dans sa séance du 16 octobre 1947, adopté les dispositions dont la teneur suit :

SECTION 1<sup>re</sup>

## Généralités.

Article 1<sup>er</sup>. — Dans les Etablissements français de l'Océanie, toute personne fabriquant ou vendant des boissons alcooliques ou d'alimentation est assujettie à la contribution des licences.

Art. 2. — Pour permettre la discrimination entre les différentes classes de licences, les boissons sont classées comme il suit :

1° Boissons alcooliques, c'est-à-dire toutes les boissons fermentées ou distillées et titrant 15° d'alcool et au-dessus.

2° Boissons d'alimentation, c'est-à-dire les vins blancs ou rouges provenant exclusivement de la fermentation du jus de raisin frais, les vins de champagne et les vins mousseux naturels, le cidre et le poiré, la bière provenant de la fermentation du moût préparé à l'aide de malt, d'orge ou du riz, de houblon et d'eau, toutes boissons titrant de 2 à 14° inclusivement.

3° Boissons hygiéniques, c'est-à-dire les limonades, eaux gazeuses naturelles ou artificielles, sirops, jus de fruits, sorbets, café, thé, chocolats, infusions etc. toutes boissons titrant moins de 2° ou non alcoolisées.

Les personnes ne fabriquant ou ne vendant que des boissons hygiéniques, à l'exclusion de boissons titrant 2° et plus, ne paient que la patente afférant à leur genre de commerce.

## SECTION II

## Assiette et tarif du droit de licence.

Art. 3. — Les professions de fabricants, de marchands et de débitants sont classées et définies comme il suit :

*1<sup>re</sup> classe :*

Marchands en gros ou en détail de boissons alcooliques, d'alimentation et hygiéniques à emporter.

*2<sup>me</sup> classe :*

Marchands en gros ou en détail de boissons d'alimentation et hygiéniques à emporter.

*3<sup>me</sup> classe :*

Débitants, cafetiers, hôteliers-restaurateurs, restaurateurs, gérants de cercle vendant au détail à consommer sur place des boissons alcooliques ou d'alimentation.

- A A Tahiti
- B A Moorea
- C A Uturoa

*4<sup>me</sup> classe :*

Débitants, cafetiers, hôteliers-restaurateurs, restaurateurs, gérants de cercle, vendant au détail à consommer sur place des boissons d'alimentation et des boissons hygiéniques à l'exclusion des boissons alcooliques.

- A A Tahiti
- B Iles autres que Tahiti

*5<sup>me</sup> classe :*

Restaurateurs vendant au détail à consommer sur place des boissons d'alimentation et hygiéniques à l'exclusion des boissons alcooliques, aux personnes prenant effectivement leur repas et aux heures des repas.

- A Districts de Tahiti

*6<sup>me</sup> classe :*

Fabricants vendant en gros le produit de leur industrie.

- A Boissons alcooliques
- B Boissons d'alimentation.

*7<sup>me</sup> classe :*

Propriétaires de buvettes occasionnelles installées par autorisation du Gouverneur pour la durée d'une fête publique, d'un bal, d'une kermesse, etc...

A) Livrant des boissons alcooliques, d'alimentation ou hygiéniques, à consommer sur place, à Tahiti et Moorea.

B) Ne livrant que des boissons d'alimentation et des boissons hygiéniques, à consommer sur place, à Tahiti et Moorea.

C) Ne livrant que des boissons d'alimentation et des boissons hygiéniques à consommer sur place, dans les autres îles.

Art. 4. — Le tarif annuel de la contribution des licences est fixé ainsi qu'il suit :

*1<sup>re</sup> classe :*

- A) en gros..... 6.000 frs
- B) au détail..... 6.000 frs

*2<sup>me</sup> classe :*

- A) en gros..... 4.000 frs
- B) au détail..... 4.000 frs

*3<sup>me</sup> classe :*

- Cie A..... 6.000 frs
- Cie B..... 4.000 frs
- Cie C..... 3.000 frs

*4<sup>me</sup> classe :*

- Cie A..... 4.000 frs
- Cie B..... 1.500 frs

*5<sup>me</sup> classe :*

- Cie A..... 1.500 frs

*6<sup>me</sup> classe :*

- Cie A et B..... 2.000 frs

*7<sup>me</sup> classe :*

- A) par jour..... 200 frs
- B) par jour..... 100 frs
- C) par jour..... 50 frs

La formule de licence est du coût de 50 francs.

## SECTION III

*Règles de perception.*

Art. 5. — Les droits de licence sont recouvrés dans les mêmes conditions que les patentes.

Ils sont payables annuellement. Toutefois, les débitants ont la faculté de s'acquitter par trimestre.

Ils sont dus à partir du premier jour du trimestre au cours duquel l'établissement est ouvert. Ils restent dus jusqu'au dernier jour du trimestre au cours duquel le commerce cesse d'être exercé, sous réserve de notification de sa cessation au service des contributions un mois avant l'expiration du trimestre.

## SECTION IV

*Dispositions répressives.*

Art. 6. — Toute personne débitant des boissons sans autorisation ou exerçant un commerce passible d'une licence plus élevée que celle dont elle est titulaire doit acquitter immédiatement la totalité du droit annuel de licence dont elle est réellement passible. Elle paiera, en outre, et sans autre délai, à titre d'amende fiscale, sur le vu du procès-verbal constatant l'infraction, le triple de la licence qui correspond à son commerce réel.

Le paiement du droit annuel de licence d'une catégorie supérieure permet d'exercer le commerce de cette catégorie.

Art. 7. — Est interdite et tombe sous le coup de l'article 6 ci-dessus la remise même accidentelle de boissons alcooliques, d'alimentation ou hygiéniques en échange de marchandises, ou le paiement même à titre accessoire, par le patron ou son employé, d'ouvriers ou salariés quelconques à l'aide des dites boissons. Les contrevenants seront assimilés aux débitants vendant à consommer sur place et astreints à payer les droits fraudés et les pénalités fiscales comme il est dit ci-dessus.

La constatation, dans les locaux occupés par des personnes se trouvant dans les cas prévus au présent article, de quantités de boissons supérieures aux besoins de leur consommation personnelle ou à celles correspondant à la constitution d'une cave personnelle suffira à établir le délit. De même, la simple détention de boissons alcooliques dans ses magasins par un commerçant titulaire d'une licence de 2<sup>me</sup>, 4<sup>me</sup> ou 5<sup>me</sup> classe ou d'une licence B ou C de la 7<sup>me</sup> classe le rendra passible des amendes prévues par le présent texte, même si aucune vente de boissons alcooliques n'a été constatée. Dans l'application du présent alinéa, tous abus de droit, devront être évités.

Art. 8. — Les contraventions seront constatées par le personnel des services des Douanes et des Contributions, par les militaires de la gendarmerie, le personnel de la police et par tous les agents assermentés. En cas de commerce clandestin, les boissons trouvées dans l'établissement seront immédiatement saisies.

Art. 9.— Le quart du montant des condamnations pécuniaires et des saisies prononcées en vertu du présent texte est acquis aux agents verbalisateurs dans les conditions fixées par la réglementation en vigueur.

Art. 10.— Sont abrogés tous les textes antérieurs réglant les matières traitées dans la présente délibération et notamment la délibération du 21 septembre 1936 des Délégations Economiques et Financières.

Art. 11.— La présente délibération entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1948.

*L'un des Secrétaires,*

J. MILLAUD.

*Le Vice-président,*

A. LEBOUCHER.

### DÉLIBÉRATION

de l'Assemblée Représentative des Etablissements français de l'Océanie.

L'Assemblée Représentative des Etablissements français de l'Océanie, délibérant conformément aux dispositions de l'article 34, paragraphe 25, du décret du 25 octobre 1946,

a, dans sa séance du 17 octobre 1947, adopté la délibération dont la teneur suit :

Article 1<sup>er</sup>.— Sont modifiés ainsi qu'il suit, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1948 :

- l'assiette des taxes de séjour et de renouvellement de séjour prévues par l'arrêté local n° 1104 c. du 18 novembre 1939, maintenu en vigueur par délibération du 22 août 1942 des Délégations Economiques et Financières ;

- les taux de ces taxes, fixés en dernier lieu par la délibération du 29 août 1942, approuvé par décret du 29 octobre 1942, de la même assemblée.

Art 2.— La taxe de séjour est due pour tout premier séjour dans les Etablissements français de l'Océanie de durée supérieure à deux mois.

Son taux est de 400 frs si ce premier séjour n'excède pas 6 mois. Il est de 1.200 frs si sa durée dépasse 6 mois.

Si l'étranger, dans sa première année de résidence sur le

territoire, accomplit deux ou plusieurs séjours, leur durée entre en compte dans le calcul de la taxe de séjour.

Art. 3.— La taxe de renouvellement est due pour chaque année suivant celle où a pris fin de séjour initial pour tout séjour de durée supérieure à deux mois. Son taux est de 400 frs.

Art. 4.— Les taxes de séjour et de renouvellement de séjour dues par les étrangers résidant dans les communes sont majorées de centimes additionnels au profit de ces communes, dans la limite fixée annuellement par l'Assemblée Représentative.

Le texte ainsi modifié est mis aux voix et approuvé à l'unanimité, moins la voix de M. Pambrun qui aurait voulu avant de se prononcer connaître les mesures appliquées aux Français à l'étranger.

L'Assemblée vote également à l'unanimité la suppression de la taxe additionnelle aux patentes asiatiques.

*Le Secrétaire,*

J. MILLAUD.

*Le Vice-Président,*

A. LEBOUCHER.

DÉLIBÉRATION de l'Assemblée Représentative des Etablissements français de l'Océanie *tendant à supprimer les taxes supplémentaires aux patentes asiatiques.*

(Du 17 octobre 1947.)

L'Assemblée Représentative des Etablissements français de l'Océanie, délibérant conformément aux dispositions de l'article 34, paragraphe 25, du décret du 25 octobre 1946, a, dans sa séance du 17 octobre 1947, adopté la délibération dont la teneur suit :

Article 1<sup>er</sup>.— Les droits fixes et supplémentaires aux patentes des Asiatiques étrangers sont supprimés.

Art. 2.— Sont abrogées toutes dispositions, concernant ces taxes additionnelles, de l'arrêté n° 547 bis du 31 juillet 1931 et de la délibération des Délégations Economiques et Financières du 29 août 1942 approuvée par le décret du 29 octobre 1942.

*L'un des Secrétaires,*

Y. MARTIN.

*Le Vice-président,*

A. LEBOUCHER.